



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Cabinet de la Préfète

Direction des sécurités

Service interministériel de défense et de sécurité civile

**Arrêté préfectoral du 29 avril 2021 modifiant l'arrêté du 10 février 2021
fixant la liste des centres désignés pour assurer la vaccination contre la COVID19
dans le département du Bas-Rhin**

**La Préfète de la région Grand Est,
Préfète de la zone de défense et de sécurité Est,
Préfète du Bas-Rhin,**

- Vu** le code de santé publique ;
- Vu** le code des relations entre le public et l'administration, notamment son article L. 221- 2 ;
- Vu** la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;
- Vu** la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** le décret n° 2020-1310 du 29 octobre 2020 modifié prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, notamment son article 53-1 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 modifié du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 15 janvier 2020 portant nomination de Mme Josiane CHEVALIER, préfète de la région Grand Est, préfète de la zone de défense et de sécurité Est, préfète du Bas-Rhin ;
- Vu** l'arrêté du 10 juillet 2020 modifié prescrivant les mesures d'organisation et de fonctionnement du système de santé nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
- Vu** l'arrêté préfectoral modifié du 10 février 2021 fixant la liste des centres désignés pour assurer la vaccination contre la COVID19 dans le département du Bas-Rhin ;
- Vu** les lignes directrices du Ministère des Solidarités et de la Santé concernant la campagne de vaccination contre la COVID19 et les centres ;
- Vu** les avis favorables de l'agence régionale de santé Grand Est ;
- Vu** l'urgence,

Considérant que l'Organisation Mondiale de la Santé a déclaré, le 30 janvier 2020, que l'émergence d'un nouveau coronavirus (covid-19) constitue une urgence de santé publique de portée internationale ;

Considérant le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ; le caractère actif de la propagation du virus SARS-Cov-2 et ses effets en termes de santé publique ;

Considérant que la vaccination est un axe essentiel de la lutte contre l'épidémie de covid-19 ; que l'organisation de la campagne de vaccination doit prendre en compte les calendriers de livraison des vaccins, l'enjeu sanitaire d'une protection rapide des populations les plus exposées ou les plus à risque et la nécessité d'adapter l'offre de vaccination en fonction des publics ; qu'à cette fin, il importe que des structures puissent être désignées comme centres de vaccination contre la covid-19 sur l'ensemble du territoire ;

Considérant que le décret du 29 octobre 2020 modifié susvisé précise aux termes de l'article 53-1, que ces centres sont désignés par le représentant de l'État dans le département, après avis du directeur général de l'agence régionale de santé ;

Considérant que les centres de vaccination désignés par le présent arrêté répondent aux exigences posées par les lignes directrices du Ministère des Solidarités et de la Santé concernant la campagne de vaccination et les centres ; que les lieux listés dans l'annexe à l'article 1^{er} présentent les garanties suffisantes de qualité et de sécurité sanitaire ;

Considérant que les centres désignés par le présent arrêté doivent respecter les différentes phases de vaccination fixées par le Ministère des Solidarités et de la Santé ;

Considérant que les vaccins susceptibles d'être utilisés dans ces centres de vaccination sont ceux dont la liste figure en annexe 4 du décret du 29 octobre 2020 susvisé ;

Sur proposition de la déléguée territoriale de l'ARS dans le département du Bas-Rhin ;

ARRETE

Article 1^{er} – La vaccination contre la covid-19 peut être assurée dans les centres de vaccination figurant en annexe du présent arrêté, qui modifie l'annexe de l'arrêté préfectoral du 10 février 2021 sus-visé.

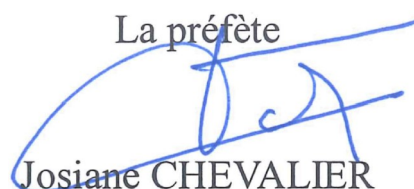
Article 2 – Les vaccinations dans ces centres, visés à l'article 1, sont assurées dans le respect des dispositions du code de la santé publique, de l'article 53-1 du décret du 29 octobre 2020 modifié susvisé, ainsi que celles issues des lignes directrices du Ministère des Solidarités et de la Santé concernant la campagne de vaccination et les centres.

Article 3 – Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal administratif de Strasbourg, dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours via le site : www.telerecours.fr

Article 4 – Le secrétaire général de la préfecture, la déléguée territoriale de l'ARS dans le département du Bas-Rhin, les sous-préfets d'arrondissement, les maires concernés, la contrôleuse générale, directrice départementale de la sécurité publique du Bas-Rhin, le général, commandant du groupement de gendarmerie départementale du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Bas-Rhin et entrera en vigueur immédiatement.

Il sera transmis à la directrice générale de l'ARS Grand Est.

Fait à Strasbourg, le 29 avril 2021

La préfète

Josiane CHEVALIER

Annexe

Liste des centres désignés pour assurer la vaccination contre la covid-19 mentionnés à l'article 1 du présent arrêté

Commune	Nom du site	Adresse
HAGUENAU	CENTRE HOSPITALIER DE HAGUENAU	64 Av du Professeur Rene Leriche, 67500 HAGUENAU
WISSEMBOURG	Gymnase	2 rue des écoles 67160 WISSEMBOURG
SCHIRMECK	Clinique Saint Luc	10 Rue des Forges, 67130 SCHIRMECK
SAVERNE	CENTRE HOSPITALIER DE SAVERNE	17 Rue de la Côte, 67700 SAVERNE
STRASBOURG	Clinique Sainte Barbe	29 Rue du Faubourg National, 67000 STRASBOURG
STRASBOURG	Centre de vaccinations internationales Hôpital civil de Strasbourg	1 place de l'hôpital 67 091 STRASBOURG cedex
STRASBOURG	GRANDE SALLE DE LA BOURSE	1, place du Maréchal de Lattre de Tassigny, 67 000 STRASBOURG
STRASBOURG	Association SOS Médecins Strasbourg	98 rue de Hochfelden 67200 Strasbourg
STRASBOURG	Association SOS Médecins Strasbourg	21B avenue du Neuhof 67100 Strasbourg
LINGOLSHEIM	GYMNASE IM SAND	27 rue du Travail 67380 LINGOLSHEIM
SCHILTIGHEIM	SALLE DE LA BRIQUETERIE	Avenue de la 2e division blindée, 67300 SCHILTIGHEIM
WASSELONNE	ESPACE ST LAURENT DE WASSELONNE	1 rue de Cosswiller 67310 WASSELONNE
ILLKIRCH- GRAFFENSTADEN	Site de l'UGECAM Illkirch-Graffenstaden	10b Avenue Achille Baumann 67 400 ILLKIRCH- GRAFFENSTADEN
OBERNAI	Halles des Sports Bugeaud	Avenue de Gail 67210 OBERNAI
SELESTAT	Les TANZMATTEN	Quai de l'III - BP 40 188 67600 Sélestat Cedex
DRULINGEN	Salle polyvalente de Drulingen	Place Martzloff 67320 DRULINGEN
INGWILLER	Espace socioculturel	17 rue de la Gare 67340 INGWILLER

MOLSHEIM	Hôtel de la Monnaie	6, rue de la Monnaie 67120 MOLSHEIM
WOLFISHEIM	Centre de vaccination du STIS67 Vaccicar	2 routes de Paris 67202 WOLFISHEIM
BISCHWILLER	Centre sportif couvert	Rue du stade 67240 BISCHWILLER
TRUCHTERSHEIM	Espace Terminus	Place de l'ancienne gare 67370 TRUCHTERSHEIM
REICHSHOFFEN	Gymnase	Rue du stade 67110 REICHSHOFFEN
REICHSTETT	Salle des fêtes de Reichstett	Avenue Hay 67116 REICHSTETT
STRASBOURG	Vaccinodrome du STIS	Hôtel du département place du quartier blanc 67 000 STRASBOURG

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS :

I - Si vous estimez devoir contester la présente décision, vous avez la possibilité de former, **dans un délai de 2 mois à compter de sa publication**, soit :

Un recours gracieux auprès de mes services, à l'adresse suivante :

Madame la Préfète du Bas-Rhin
Direction des Sécurités
Service interministériel de défense et de protection civile
5, place de la République
67 073 STRASBOURG CEDEX

Votre recours doit être écrit, exposer vos arguments ou faits nouveaux et comprendre la copie de la décision contestée ;

Un recours hiérarchique auprès de :

Ministre de l'Intérieur
Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques
Place Beauvau – 75 800 PARIS

Ce recours hiérarchique doit également être écrit, exposer les arguments ou faits nouveaux et comprendre copie de la décision contestée.

Le recours gracieux ou hiérarchique ne suspend pas l'application de la présente décision. S'il ne vous a pas été répondu dans un délai de 2 mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

II - Si vous entendez contester la légalité de la présente décision, vous pouvez également former **un recours contentieux** par écrit, contenant l'exposé des faits et arguments juridiques précis que vous invoquez, devant le :

Tribunal Administratif
31, avenue de la Paix
67 070 STRASBOURG CEDEX

Ce recours juridictionnel, qui n'a, lui non plus, aucun effet suspensif, doit être enregistré au Greffe du Tribunal Administratif au plus tard avant l'expiration du 2^e mois suivant la date de notification de la présente décision (ou bien du 2^e mois suivant la date de la réponse négative à votre recours gracieux ou hiérarchique).

Le Tribunal administratif peut également être saisi d'un recours par le site : www.telerecours.fr

*Vous pouvez également exercer un **recours en référé** sur la base des articles L. 521-1 à L. 521-3 du code de justice administrative*